

# Sommaire

---

## Fonctionnaires

### **Voici les points clés l'ordre du jour**

Le Mandat - mercredi 23 octobre 2019

### **Les enseignants réclament des sanctions contre Kandia Camara**

Le Quotidien d'Abidjan - mercredi 23 octobre 2019

### **Un déficit d'enseignants perturbe des cours**

Le Quotidien d'Abidjan - mercredi 23 octobre 2019

## Politique

### **Ouattara : "C'est un grand événement"**

Fraternité Matin - mercredi 23 octobre 2019

### **Voici ceux qui ont séparé Ouattara-Bédié**

L'essor Ivoirien - mercredi 23 octobre 2019

### **"Ayons confiance en nos institutions et aux hommes qui les incarnent"**

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 23 octobre 2019

### **"Papa Bédié, notre grand maître que je demande d'ovationner"**

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 23 octobre 2019

### **« Plus de 800 000 de nos compatriotes en quelques mois ont sollicité ma candidature »**

Le Sursaut - mercredi 23 octobre 2019



Fonction Publique / Perspective d'un dialogue Gouvernement- Syndicats

## Voici les points clés l'ordre du jour



Jean Yves Abonga est pour l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires . (Photo : DR)

### **Des responsables syndicaux sont, de plus en plus, pour la reprise du dialogue social. Avec des points précis de revendications.**

En 2017, après de longs mois de discussions, le gouvernement et les syndicats des fonctionnaires sont parvenus à un accord sur plusieurs points. Notamment, la cruciale question du stock des arriérés. Deux ans après ces acquis indéniables, les fonctionnaires de Côte d'Ivoire réunis dans diverses structures syndicales ne cachent plus leur envie de mettre sur la table de nouvelles revendications. C'est en tout cas, ce qui transpire de leurs démarches et propos, ces derniers temps. Après une rencontre à la Primature entre la plateforme des syndicats et des proches du Premier ministre, Jean Yves Abonga, de l'Intersyndicale des fonctionnaires de Côte d'Ivoire (ISFCI), dans un entretien accordé à un confrère, lève un coin du voile sur le sujet majeur qui sera à l'ordre du jour, en cas de reprise de discussions avec le gouvernement. A la question de savoir s'il confirme que le cheval de bataille des syndicats, aujourd'hui, ce sont les indemnités de logements, il s'est voulu clair. «Est-ce normal que dans un pays, on octroie des indemnités de logement a une partie des fonctionnaires et pas a d'autres P Il faut attribuer des indemnités aux fonctionnaires qui n'en ont pas. Il faut revaloriser l'indemnité attribuée aux fonctionnaires et qui sont dépassées aujourd'hui. Il faut ensuite payer l'indemnité a ceux qui y ont droit mais qui ne la perçoivent pas. Comme les instructeurs de formation professionnelle de base. Mais nous pensons que c'est le statut général des fonctionnaires qu'il faut réviser pour régler tout ça. En plus de cela, il faut supprimer certains impôts sur les salaires. Nous savons tous de quoi il s'agit. Il faut également revaloriser les allocations familiales et les primes de transport», affirme Jean Yves Abonga. Le gouvernement, sous la houlette du Premier ministre Gon Coulibaly qui fait

de l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble des fonctionnaires ivoiriens une priorité constante n'est pas fermé au dialogue. Nul doute que dans la dynamique des rencontres qu'elle initie, la Primature en organisera bien d'autres pour que gouvernement et organisations syndicales s'accordent sur ce qu'il est possible de faire, au regard des marges budgétaires de l'Etat. Il est à espérer qu'à la différence de 2017, les fonctionnaires n'useront pas des grèves tous azimuts, mais plutôt du dialogue pour faire valoir leurs arguments et droits.

**VINCENT BOTY**

FAUTES DANS LES MANUELS SCOLAIRES

# Les enseignants réclament des sanctions contre Kandia Camara



**Pour Zadi Gnagna, les responsables doivent être sanctionnés**

**Les fautes grossières constatées dans les manuels scolaires continuent de défrayer la chronique. Théodore Zadi Gnagna, président de la plateforme des syndicats des fonctionnaires est monté au créneau pour dénoncer le laxisme du ministère de l'Education nationale dirigé par Kandia Camara Kamissoko.**

«Notre système éducatif était déjà malade de ses infrastructures désuètes et insuffisantes, des décisions unilatérales des dirigeants, des nombreuses revendications des enseignants et des élèves, de la privatisation masquée de l'école publique, des fraudes aux examens, de l'inadéquation entre les pourcentages affichés aux examens et le niveau réel des élèves. Les fautes dans les manuels scolaires viennent aggraver la situation car elles sont symptomatiques d'un système éducatif vermoulu et

véritablement à l'agonie », attaque Zadi Gnagna. Poule responsable syndical, les nombreuses fautes constatées dans les manuels scolaires sont imputables aux responsables du ministère de l'Education nationale « Ces derniers jours, les internautes ont découvert de graves fautes d'orthographe dans la transcription des paroles de l'hymne national "l'Abidjanaise". S'il est vrai que toutes les manipulations sont possibles sur les réseaux sociaux à travers des fakenews, avouons que les responsables du ministère ont prêté le flanc par cette légèreté déconcertante dont ils ont fait preuve », commente le syndicaliste. Pour Zadi Gnagna, l'éditeur n'est en réalité que le mouton du sacrifice, le bouc-émissaire parfait! Pour fuir les responsabilités qui incombent aux responsables du ministère de l'Education nationale. Car, poursuit-il "avant toute production, l'éditeur est censé faire parvenir aux responsables en chargés des manuels scolaires le BAT, Bon à tirer, pour y subir les corrections qui s'imposent avant le tirage à grande échelle. Cette procédure a-t-elle été régulièrement suivie? Qui a validé ces manuels scolaires avant leur tirage? Ces questions restent sans réponses" avoue Gnagna Zady. Avant d'indiquer que dans un autre pays, une enquête administrative confiée à l'Inspection générale du ministère aurait été diligentée dans l'immédiat, pour situer les responsabilités au niveau du ministère de l'Éducation nationale et prendre les sanctions nécessaires pour rassurer l'opinion nationale. Toutefois pour Zadi Gnagna, le mal est déjà fait et profond. C'est pourquoi il exige une sanction exemplaire à l'encontre des responsables. « Il faut savoir que le manuel scolaire est le socle de la formation pédagogique, c'est la base de l'éducation, il est au quotidien avec l'enfant et c'est avec lui que l'enfant s'exerce, apprend, découvre et se construit. C'est pourquoi des sanctions exemplaires doivent être prises, car c'est le cœur de notre école qui est atteint », exige le président de la plateforme des syndicats des fonctionnaires de Côte d'Ivoire.

DE KHALIL



Education nationale

# Un déficit d'enseignants perturbe des cours

Le recrutement des 10300 enseignants mené tambours battants en vue de juguler le déficit d'enseignants semble être un fiasco. Ce fléau est loin d'être résolu, tant le manque d'enseignants dans le système éducatif ivoirien s'impose avec acuité. En dépit du manque des tables bancs et infrastructures d'accueil, les ressources humaines au niveau des enseignants sont une preuve. Au lycée moderne de Béoumi les cours perturbés par le problème. Selon le site Infivoire, ce manque d'enseignants s'explique par le départ "inattendus" de certains enseignants durant cette rentrée scolaire. L'on en déplore la manière dont certaines décisions d'affectation sont faites données sans tenir compte des problèmes que connaît l'école. Selon M. Kouakou Yao, chef d'établissement adjoint, le manque criard d'enseignants se justifierait par le non "recrutement de cette année de vacataires" qui ont toujours pallié l'absence des professeurs titulaires comme cela se faisant les années antérieures. Pour cette rentrée scolaire, a-t-il ajouté. L'administration attend les prochaines affectations des professeurs sortis de l'Ecole normale supérieure (ENS) et surtout des professeurs "contractuels" pour combler le manque à gagner. En attendant l'arrivée éventuelle de ces enseignants, ce sont des élèves inquiets qui espèrent en la totalité de leurs professeurs pour un apprentissage efficient.

ZÉHI SAMAH



Premier sommet Russie-Afrique / Le Chef de l'Etat est arrivé, hier, dans la station balnéaire russe où il participe à la première grande rencontre entre la Russie et l'Afrique.

## Ouattara : "C'est un grand événement"



Un accueil chaleureux a été réservé au Président de la République à sa descente d'avion, à Sotchi. (PHOTO:PRÉSIDENCE)

C'est un grand événement pour le continent africain d'avoir cette rencontre avec la Fédération de Russie. C'est le premier sommet Russie-Afrique, nous avons beaucoup de choses à échanger. Je suis heureux d'être ici. Je suis le premier Chef d'Etat de Côte d'Ivoire à effectuer une visite en Russie. Cela montre la dynamique de notre diplomatie et notre volonté de diversifier nos relations." Déclaration, hier, dans la soirée, du Président de la République, à son arrivée à Sotchi, en Russie, où se tient le premier sommet Russie-Afrique. A la tête d'une forte délégation dans laquelle l'on compte de nombreux membres du gouvernement, il exposera sa vision sur la nouvelle coopération qui sera mise en place. Son allocution devrait avoir pour base la stabilité et le développement de l'Afrique. Cette rencontre est placée sous la coprésidence de Vladimir Poutine, Président russe et d'Abdel Fattah al-Sissi de l'Egypte. On annonce l'arrivée d'une quarantaine de Chefs d'Etat et de gouvernement africains pour cette première rencontre. L'acte 1 de cette grande messe débute, ce matin, avec l'ouverture d'un forum économique. Il réunira des Chefs d'Etat africains et des représentants des milieux des affaires et des services publics russes, africains et internationaux ainsi que des organisations africaines de coopération. Au cours de cette rencontre, il s'agira de discuter pour trouver les meilleures conditions afin de pousser plus loin les relations économiques et commerciales entre la Russie et l'Afrique. Les secteurs de la construction, des mines, de l'énergie et de l'agro-industrie, etc. seront au cœur des débats. Concernant le secteur de l'agro-industrie, l'Afrique est fortement dépendante de

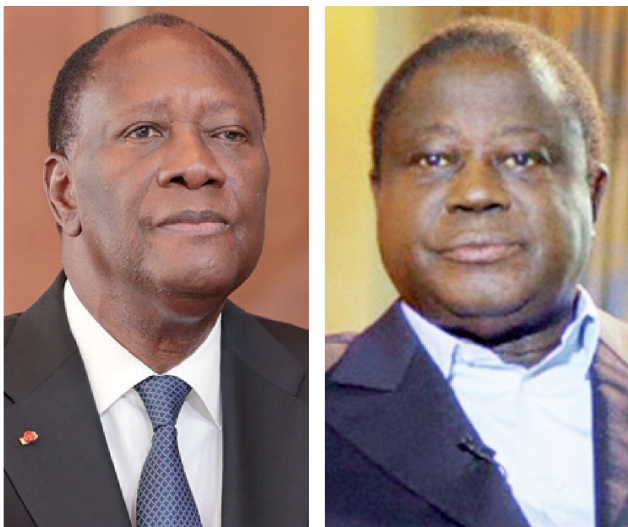
l'industrie agricole, puisque le secteur représente plus de 30 % du Pib, mais de nombreux pays ne sont pas encore en mesure de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Ils sont entravés par un certain nombre de facteurs, notamment géographiques et climatiques. L'utilisation des nouvelles technologies ainsi que les projets de partenariat avec des entreprises étrangères permettront au secteur agro-industriel africain de passer à un niveau supérieur. Dans le domaine de la construction, les soucis de l'Afrique dans le secteur du logement sont connus. Le manque de logements et leur mauvaise qualité constituent quelques-uns des problèmes de la plupart des pays africains aujourd'hui. Les participants du forum économique Russie-Afrique discuteront des possibilités de mettre en œuvre des solutions communes et de partager leur expérience en matière de construction de logements modernes. Le second acte du rendez-vous de Sotchi est la rencontre de haut niveau des Chefs d'Etat et de gouvernement qui aura lieu jeudi. Ce sera l'occasion de faire un point sur les relations russo-africaines pour dégager de nouvelles perspectives. La question sécuritaire sera également au centre des débats. Le sommet Russie-Afrique n'a-t-il pas pour objectif de favoriser la paix et le développement ? Ici, l'on parlera sûrement de lutte contre le terrorisme, de criminalité transfrontalière et de nombreux autres défis sécuritaires et menaces régionales et dans le monde. Pendant les quarante-huit prochaines heures, la Russie et l'Afrique dessineront les nouveaux contours de leur coopération.

**ETIENNE ABOUA**



Co-gouvernance RDR-PDCI hier

# Voici ceux qui ont séparé Ouattara-Bédié



Ouattara-Bédié hier, c'était comme l'arbre et l'écorce.

**Ouattara-Bédié, hier. C'était comme l'arbre et l'écorce, jusqu'à ce que l'aîné sorte une histoire d'alternance en 2020 au profit du PDCI-RDA pour claquer, sur un coup de tête, la porte de la maison commune, le RHDP. A contrario, "le cadet", le président Alassane Ouattara, est resté loyal et constant avec "l'aîné" à qui il a toujours fait confiance en public comme en privé.**

Ouattara, on l'avait écrit à maintes reprises, est un homme qui honore toujours la parole donnée ou encore ne s'en écarte jamais. Il suffit de revisiter de nos jours le chemin qui a mené à la Constitution du parti unifié-RHDP pour s'en convaincre.

## Ouattara, un homme constant et loyal

Dans la gouvernance RDR-PDCI hier, le président Alassane Ouattara est toujours resté constant dans ses déclarations, honorant toujours son aîné Henri Konan Bédié, en se référant toujours en public à lui pour évacuer en dernier ressort les écueils, embûches qui pourraient subvenir dans les étapes de la mise en place du parti unifié-RHDP. Il ne cessait de le consulter avant toutes décisions engageant la vie de la Nation. Un respect, un honneur que les ambitions politiques de l'ancien chef de l'Etat, à 85 ans révolus, vont l'amener à s'en détourner. Sous d'autres cieux, on aurait qualifié le départ du président Bédié du RHDP, "de haute trahison". Dans ce revirement à 180 degrés, jamais le président Alassane Ouattara n'a usé de mots discourtois envers le "sphinx" de Daoukro. Jamais dans ses discours, il

n'a usé de "piques" envers "l'aîné". C'est ce qu'on appelle en Afrique, le respect des aînés. Et il en a fait son credo, attendant toujours "l'aîné" qui pourrait revenir un jour dans la maison commune, le RHDP, après s'être rendu compte sûrement qu'ils s'est trompé de chemin. Car en politique, tout est possible, pourvu qu'on fasse preuve d'une dose de courage politique. Mais que constatons-nous de nos jours ? "L'aîné" semble être toujours définitivement parti de la maison familiale commune, cherchant aujourd'hui une alliance contre nature avec des anti-Houphouëtistes hier. Les essais non concluants n'ont pas manqué avec le RACI de Soro Kigbafori Guillaume qu'il appelle affectueusement "son fils", le FPI, morceau arraché par Pascal Affi N'Guessan, EDS du professeur Roger Armand Ouégnin et aujourd'hui avec le FPI, tendance Laurent Gbagbo. Hier, Daoukro était devenue le centre de "pèlerinage, de ressourcement politique" de tous les opposants au régime. Le président de la République, SEMAlassane Ouattara, a suivi sans mot dire tous ces ballets politiques et diplomatiques et est resté loyal, constant et cherchant à ramener au RHDP son "aîné", trompé par son entourage dans lequel figurent plusieurs "revanchards et aigris". Des Ivoiriens lucides et réalistes avaient vu "le divorce" se dessiner avec les discours au ton guerrier de ce même entourage.

## Ces grands signes

En tournée, il y a quelques mois en arrière à Bingerville, le Secrétaire exécutif en chef du parti doyen, professeur Maurice Kakou Guikahué avait lâché cette phrase : "Un concubinage ça prend fin". Des personnalités de haut rang et grade au PDCI-RDA ont poussé trop loin le bouchon en parlant du jeu "du cavalier et du cheval" avec le pouvoir RDR. Le ministre Jean-Louis Billon, porte-parole dudit parti, avait été plus direct, plus incisif en annonçant "la fin de l'accompagnement et la candidature d'un cadre du parti à la présidentielle de 2020". Le clou a été enfoncé par le président dudit parti lui-même. Le président Henri Konan Bédié a pris de façon unilatérale ses responsabilités pour annoncer dans les colonnes d'un confrère qui lui est proche, à quelques jours du 27 janvier 2019, date du congrès constitutif du RHDP que "sa formation politique n'ira pas au Congrès pour décider de la vie du parti unifié". Il a en plus ajouté ces mots : "RHDP, oui, parti unifié non et non !". Le point de non retour avait-il été atteint ? C'est ce signal fort que "N'Zuéba" a envoyé ce jour-là à ses concitoyens. En un mot, Bédié a été poussé à la sortie par les extrémistes de son bord qui voulaient ici et maintenant une alternance au profit du PDCI-RDA en 2020. Aujourd'hui,

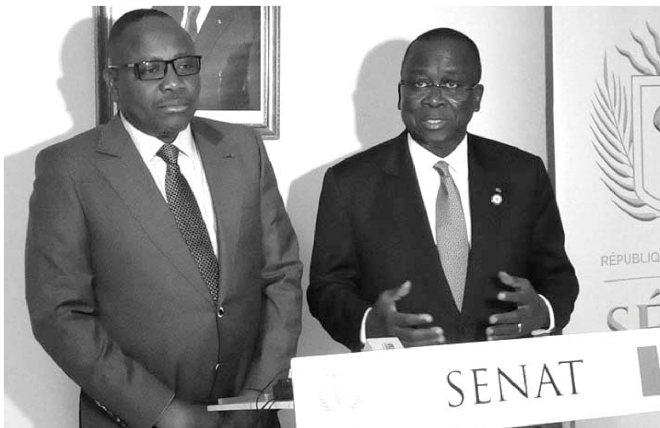
l'ancien chef de l'Etat a abandonné respect et honneur dus à son rang pour s'allier à des petits partis politiques dont les militants ne peuvent pas remplir "un stade de maracana du quartier". On aurait souhaité plutôt le voir jouer de beaux et grands rôles au RHDP. Comme celui de "sage", de "bibliothèque vivante" de la politique en Eburnie, que nenni ! Les ambitions politiques, les intérêts égoïstes et personnels des uns et des autres dans son parti l'ont, hélas, poussé à commettre une grave erreur politique qui lui vaut aujourd'hui une grande saignée humaine au sein de la formation politique qu'il dirige. Qui s'est totalement vidée au profit du RHDP. L'artiste-chanteur de ce groupe éponyme qui fait sensation de nos jours a vu juste quand il chantait ceci : "Quand quelqu'un laisse, quelqu'un prend..." Non, le président Henri Konan Bédié ne mérite pas, à 85 ans bien sonnés, de courir derrière une alliance politique contre nature avec ces partis politiques qui n'existent que sur papier au ministère de l'Intérieur. Qui peut de nos jours parler au président Bédié pour qu'il revienne à sa maison familiale et originelle le RHDP ? Son frère "cadet", le président Alassane Ouattara n'a jamais fermé la porte du RHDP à son "aîné", Henri Konan Bédié. Il l'attend toujours, les bras ouverts, sur les pas de la porte de la maison familiale pour être le premier à l'accueillir. Mais l'aîné a fait le choix le 19 Octobre 2019 de revenir au soir de sa vie aux affaires, prise en otage par des extrémistes de son camp. C'est connu de tous aujourd'hui, la prochaine convention du PDCI-RDA va le désigner comme candidat à la présidentielle 2020. Un point de non retour qui intrigue tous les ivoiriens. Mais où va "N'Zuéba" avec cette affaire de candidature en 2020, attendons de voir.

**IGOR WAWAYOU**



Recevant le président de la Cei, Jeannot Ahoussou

## “Ayons confiance en nos institutions et aux hommes qui les incarnent”



Coulibaly Kuibiert et Jeannot Ahoussou. (Photo DR)

**Le Président du Sénat Jeannot Ahoussou Kouadio a profité d'une audience accordée à la permanence de son Institution, sis à Cocody Riviera Attoban, à Coulibaly Kuibiert, président de la Cei, le mardi 22 octobre 2019, pour dire à la classe politique nationale, la nécessité de faire confiance à la Cei et à son président.**

« Je voulais rappeler à ces hommes politiques dont certains, malheureusement, ont été des animateurs et même des dirigeants de la vie politique de la Côte d'Ivoire qu'il ne faut pas tout ramener à ses petits intérêts. Il faut voir l'intérêt général. Mais, on ramène malheureusement tout à la politique. On doute et on se méfie de tous », a-t-il déploré. Avant d'inviter la population ivoirienne à avoir confiance aux institutions et aux hommes qui les animent. Car, selon lui, il s'agit aussi d'ivoiriens qui vivent dans le contexte de la Côte d'Ivoire. « Accordons-leur pleinement notre confiance. Quand j'étais Garde des sceaux, j'ai travaillé ensemble avec mon jeune-frère Kuibiert Coulibaly. Nous avons une complicité objective pour faire avancer la justice ivoirienne, elle peut exister aujourd'hui entre le Sénat et la Cei, pour le bonheur des ivoiriens », a-t-il fait savoir, au sortir de l'audience qui s'est déroulée loin des regards de la presse. Aux hommes ou acteurs politiques qui « rêvent » encore d'une autre réforme de la Cei, le président du Sénat a dit : « Je vais rappeler à ces hommes politiques que la loi a été votée. Et force doit rester à la loi. Le meilleur consensus, c'est à l'occasion du vote des lois. (...) Il peut y avoir d'autres discussions, tenir compte de certains problèmes particuliers. Mais, dans une dynamique positive. Pas pour venir parasiter les institutions en Côte

d'Ivoire »

« J'ai trouvé une oreille attentive, je repars rassuré »

Jeannot Ahoussou dit avoir assuré le président de la Cei de son soutien en tant que Sénat. Notamment, lorsqu'il s'agira d'adapter les textes électorales au code électoral qui, selon lui, devra à son tour être adapté à la nouvelle Constitution et à d'autres institutions créées : « Tout cela aura besoin du Sénat, de l'assemblée nationale. Nous devons tous travailler en étroite collaboration avec la Cei pour faciliter son travail, en adoptant des textes clairs et bien précis ». Coulibaly Kuibiert, a dit : « Nous avons parlé de beaucoup de choses (...). Avant d'être président du Sénat, il est membre de la famille judiciaire à laquelle j'appartiens. Je suis ici à double titre. Il est mon ancien dans le corps judiciaire. Mais, étant fraîchement élu à la tête de la Cei, je me devais de venir voir l'aîné qu'il est pour prendre les meilleurs conseils. Quand vous n'êtes pas dans une maison, vous ne pouvez pas savoir ce qu'il s'y passe. Il y a longtemps qu'il est dans la République. Il était bon que je vienne m'imprégner de son savoir. Quand je venais, j'étais convaincu de trouver ici une oreille attentive. Mais, il m'a, non seulement donné son oreille, mais aussi sa carapace. Il m'a donné sa veste comme un rempart. Et je repars, rassuré ».





Émissaire de Guillaume Soro au meeting de Yamoussoukro, Soro Kanigui

## “Papa Bédié, notre grand maître que je demande d’ovationner”



Soro Kanigui (Photo DR)

**Dans son intervention au meeting du PdcI en hommage à Félix Houphouët-Boigny, le samedi 19 octobre 2019 à Yamoussoukro, Soro Kanigui, président du mouvement Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (Raci), a dit:**«Le Raci n'aime pas l'injustice. Guillaume Soro n'aime pas l'injustice. C'est pourquoi nous ne pouvons pas accepter que quelqu'un rentre nuitamment dans la famille d'Houphouët-Boigny, vole une partie du patrimoine, et le jour venu, prenne un costume de tout ce qu'il a volé et vienne se réclamer un statut de fils et héritier principal d'Houphouët-Boigny. Nous n'accepterons pas cela. C'est une injustice. Et s'il y a une justice dans notre pays, elle doit travailler à redonner aux enfants d'Houphouët-Boigny, les biens de leur père», a-t-il dit .

**« Nous rêvons de voir un jour, Gbagbo, Bédié et Soro se**

**serrer un jour la main ».** Soro Kanigui n'a pas été long dans intervention, parce que selon lui, avec Guillaume Soro, quand le temps de l'action arrive, « on ne parle plus trop ». S'il a pris le micro, dira-t-il, c'est par respect « à notre grand maître, papa Henri Konan Bédié que je demande d'ovationner très fort». Il a émis le souhait «de la galaxie Soro» de voir un jour son mentor et les présidents Gbagbo et Bédié travailler côte-à-côte, pour une réconciliation vraie. «Nous rêvons de voir un jour, Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Soro Guillaume se donner la main. Nous, nous disons tout haut ce que les autres disent tout bas. Notre peuple doit se réconcilier avec des hommes, avec des symboles. Guillaume Soro a fait la guerre, c'est vrai. Gbagbo est allé à la Cpi, c'est vrai. Bédié a subi le coup d'État, c'est vrai. Mais, à la lecture de la situation aujourd'hui, chacun d'eux a la lourde responsabilité de sauver notre peuple. Et je pense qu'ils le peuvent. (...) Il est bien de dire la vérité. Pour nous au Raci, nous sommes prêts à aller à la réconciliation», a affirmé Soro Kagnigui.

PRÉSIDENTIELLE 2020 / GUILLAUME SORO / « GPS est le creuset qui transcende les partis politiques et rassemble tous les Ivoiriens »

## « Plus de 800 000 de nos compatriotes en quelques mois ont sollicité ma candidature »



Guillaume Soro a lancé un appel, depuis Paris, aux Ivoiriens à adhérer à son tout nouveau mouvement politique, Générations et peuples solidaires (Gps). Le président du Comité politique était face à la presse, en effet, pour présenter la plateforme d'adhésion à ce mouvement politique dont il a annoncé la création le 12 octobre dernier lors d'un Crush party, à Valence, en Espagne. In extenso sa déclaration de presse.

Ivoiriens, ivoiriennes mes chers compatriotes, mesdames et messieurs les membres du comité politique, messieurs les membres du staff chers adhérents à GPS mesdames et messieurs les journalistes à tous ceux qui suivent ce direct. Vous le savez déjà, il y a quelques jours j'ai annoncé ma candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2020. C'est une décision définitive, elle fait suite, à la demande incessante des femmes et d'hommes peuple d'Ivoire, des femmes et des hommes encadrés par des partis politiques tels que le mouvement pour les valeurs politiques de Côte d'Ivoire, le rassemblement pour la Côte d'Ivoire mais aussi des mouvements et associations politiques. Je n'oublie pas, cette pétition faite par des femmes et des hommes de Côte d'Ivoire. Pétition qui pour moi a été un élément important dans ma réflexion. En effet, plus de 800 000 de nos compatriotes en espace de quelques mois ont sollicité ma candidature. Cette candidature est donc la vôtre. Quant à moi, ma seule ambition c'est la nation. Et mon seul devoir la Côte d'Ivoire. Être élu, c'est aller à la quête des électeurs, vous le savez, c'est pourquoi aujourd'hui je vais vous parler du GPS, le mouvement politique que nous avons lancé.

Génération et peuples solidaires (GPS) n'est pas un parti politique. Le pays, vous le savez peut-être compte déjà officiellement plus de 110 partis politiques et malgré leur existence, la vie de nos populations n'a pas changé positivement. Aujourd'hui plus encore, les populations sont déçues. Il nous faut leur proposer quelque chose de nouveau pour mieux répondre à leurs aspirations. GPS est le creuset qui transcende les partis politiques et rassemble tous les Ivoiriens dans leur diversité. C'est un trait d'union entre toutes les générations pour faciliter non seulement la transaction du témoin mais aussi pour garantir la protection des acquis. GPS pour la construction de la nation ivoirienne en travaillant à recréer l'entente, l'amour, la solidarité et l'Union entre les différents peuples de Côte d'Ivoire. En somme, GPS c'est transcender les barrières générationnelles, les barrières ethniques, les barrières religieuses, les barrières partisans pour unir les filles et les fils de Côte d'Ivoire pour bâtir par les efforts de tous, une nation paisible et prospère pour que tous, nous en profitions ensemble. Je l'ai déjà dit et j'insiste, il faut aller à la conquête des électeurs. La Côte d'Ivoire environ 6.400 000 électeurs. La cérémonie du jour a pour but, de présenter les outils avec lesquels nous allons gagner la prochaine élection. Je vous demande d'être attentif. Nous avons lancé un mouvement qui a recueilli plus de 13 000 adhérents en 9 jours, soit environ 1450 adhérents par jours et 60 adhésions par heure. Il faut le faire, dans un pays de 25 000 000 d'habitants comme la Côte d'Ivoire. Avec un taux de pénétration d'Internet de seulement 22%. Nous continuerons à exploiter au maximum tous les moyens du numérique pour sensibiliser, pour enrôler les adhérents mais aussi les lecteurs. Désormais l'on n'aura plus besoin d'une adresse E.mail pour adhérer à GPS, votre numéro de téléphone seul suffira. Vous n'aurez qu'à cliquer sur un lien et vous recevrez votre numéro d'adhésion par SMS. Mes chers compatriotes, je m'engage à être avec vous chaque jour et à maintenir cette complicité. Je rencontrerai les adhérents de GPS pour partager avec eux ma vision et recueillir les conseils du précieux pour bâtir la Côte d'Ivoire Ensemble, dans la grandeur retrouvée nous construirons l'espérance pour toutes les filles et tous les fils de Côte d'Ivoire. Pour mieux faire connaissance avec GPS, monsieur Meité Sindou s'attèlera à vous présenter les organes de GPS, Alain Lobogon présentera la grande innovation jamais réalisée en Côte d'Ivoire pour ce qui concerne l'implantation d'un mouvement. Pour la première fois, un

appel à candidatures sera lancé pour installer les bases appelées »Comités locaux citoyens » de GPS. Adhérents de GPS, à vous, présidents des partis politiques et de mouvements qui ont décidé de nous soutenir dans la quête du pouvoir d'État. Je demande à chacun d'organiser officiellement le lancement de l'installation des comités locaux citoyens et de l'enrôlement physique de toutes les populations de Côte d'Ivoire à GPS. L'aventure GPS ne fait que commencer ».